

Le gouvernement devrait explorer une autre méthode: peut-être permettre certaines déductions, disons, \$500 au début, du revenu imposable des Canadiens qui placeraient des capitaux dans une industrie canadienne. Toutes ces idées ne peuvent sans doute être mises en œuvre en même temps, mais le gouvernement devrait faire quelque chose dans ce sens. La prochaine génération va bientôt être responsable des affaires de la Chambre et du pays. Les jeunes manifestent beaucoup d'enthousiasme à l'égard de la propriété et du contrôle par les Canadiens de nos industries. Il faut commencer à tenir compte de leurs opinions. J'ai tenté de décrire brièvement les moyens qu'on devrait utiliser pour encourager les Canadiens à devenir propriétaires et j'espère qu'avant la présentation des bills découlant du budget, si jamais ils sont présentés, le ministre et ses collègues voudront bien étudier mes propositions.

[Français]

M. Fernand-E. Leblanc (Laurier): Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir de féliciter l'honorable ministre des Finances (M. Turner) de son budget réaliste, raisonné, humanitaire, positif, responsable et optimiste. Pour un début, à mon sens, il s'agit d'un succès complet.

Monsieur l'Orateur, il est difficile, pour un député qui a été en relations constantes avec des hommes d'affaires pendant de nombreuses années, de ne pas prendre part à ce débat sur le budget, qui met l'accent sur les responsabilités de l'entreprise privée. Il est d'autant plus difficile de résister à cette tentation que j'ai eu l'occasion, à maintes reprises, dans l'exercice de ma profession de comptable agréé, de conseiller des hommes d'affaires dans l'administration de leurs entreprises.

A la suite de mes relations dans ce domaine, il n'y a aucun doute dans mon esprit que le ministre des Finances a raison de dire qu'il faut renforcer le climat de confiance qui existe entre le gouvernement fédéral et le secteur privé. Le ministre a fait là un acte de foi, et je suis convaincu que les hommes d'affaires voudront réagir favorablement à son budget et faire mentir certains membres de l'opposition, qui disaient que les hommes d'affaires augmenteraient leurs profits, au lieu d'utiliser les stimulants fiscaux que le budget de 1972 leur accordait et d'augmenter leur productivité de façon à créer des emplois.

A mon avis, faire confiance aux entrepreneurs de ce pays indique que le gouvernement actuel a atteint la maturité nécessaire pour présider aux destinées de notre beau pays pendant encore de nombreuses années.

Les hommes d'affaires ont souvent critiqué les gouvernements, et avec raison, monsieur l'Orateur, en disant qu'il existait un manque de consultation. Si l'on considère les gestes posés par le gouvernement depuis son avènement au pouvoir en 1968, on ne peut que dire qu'il a obtenu la collaboration du monde des affaires qu'il recherchait grâce à ses Livres blancs, et plus particulièrement celui qui avait trait à la réforme fiscale—qui a été étudié en détail par le comité des finances, du commerce et des questions économiques—et qui a contribué à la préparation du bill C-259, mesure qui proposait la réforme tant désirée par la population.

J'écoutais tantôt l'honorable chef de l'opposition (M. Stanfield) qui semblait, de prime abord, présenter une formule magique. Or, j'aimerais faire quelques commentaires sur cette formule. Premièrement, à titre de président du comité des prévisions budgétaires en général, j'ai eu le plaisir d'entendre M. Young, le président de la Com-

mission des prix et des revenus, qui est venu discuter avec les membres du comité de la façon de contrôler l'inflation sans enrayer la relance économique. A cette occasion, il a dit quelque chose d'étonnant. Tous les pays occidentaux industrialisés, à l'heure actuelle, sont à la recherche d'une telle formule, et les économistes les plus reconnus du monde travaillent continuellement à trouver le chenal entre la relance économique et l'inflation, afin que les deux aillent de pair. Il disait que celui qui trouverait cette formule mériterait certainement le prix Nobel.

Je ne sais pas si la formule présentée provient du chef de l'opposition ou d'un de ses chercheurs,—je ne sais pas non plus si cette formule peut réellement mériter le prix Nobel à son inventeur—mais je voulais faire part à la Chambre de cette constatation du président de la Commission des prix et des revenus qui, à l'heure actuelle, recherche encore cette formule avec tous les économistes du monde entier.

En réponse à une question posée par le ministre des Finances, le chef de l'opposition, après avoir expliqué sa formule qui semblait presque miraculeuse, a répondu: Oui, il faudrait augmenter le taux d'imposition, il faudrait taxer les particuliers.

Je me demande donc comment il peut actuellement concilier son amendement, dans lequel il nous reproche de ne pas réduire l'impôt personnel, avec une vraie formule qui augmenterait le taux des impôts personnels.

Évidemment, si je voulais être malin, je pourrais dire qu'une telle formule pourrait conduire à la mort le parti conservateur progressiste, et que son chef ferait un bon entrepreneur de pompes funèbres, mais je ne le dirai pas.

J'ai eu le plaisir, comme tant d'autres députés, d'adresser un questionnaire à environ 28,000 domiciles de ma circonscription. Une des questions posée était la suivante: Quelles sont, à votre avis, les trois tâches les plus urgentes auxquelles le gouvernement fédéral devrait s'attaquer?

• (1740)

Or, selon les réponses déjà reçues—et en grand nombre—il semble que, dans ma circonscription, on établit les priorités de la façon suivante: Premièrement, offrir des stimulants pour régler le problème du chômage; deuxièmement, réviser la politique relative à nos pensions de vieillesse et, troisièmement, réexaminer nos ententes avec le gouvernement de la province de Québec, pour ce qui est du problème de l'habitation.

Comme on le voit, dans ma circonscription, du moins, on a mis l'accent sur le chômage et non pas sur la réduction de l'impôt personnel. Si mes chiffres sont exacts, je crois que la réduction de l'impôt personnel venait seulement vers le dixième article dans les priorités, car ce qu'on y veut ce sont des emplois, et je crois que le budget présenté satisfait exactement à leurs demandes.

Mes commettants sont conscients également du résultat de notre réforme fiscale, que je mentionnais tout à l'heure, et qui fait qu'environ un million de Canadiens ne paieront plus d'impôt et qu'environ cinq millions ont vu leur impôt diminuer. Par conséquent, ils savent que le gouvernement fédéral a déjà tenu compte de leurs besoins de réduction d'impôt.

Évidemment, d'aucuns nous ont accusés d'avoir présenté un budget électoral. Si nous avions voulu présenter un budget strictement électoral et être beaucoup plus populaires, nous aurions diminué l'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations. Nous n'aurions pas été sélectifs et, au lieu de mettre les nouvelles réductions